

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE L'ARDÈCHE

Tél. : 75-66-50-00

Direction de l'Administration Générale
et de la Réglementation

07007 Privas, le

4ème Bureau
Urbanisme et Cadre de Vie

Références à rappeler : AB/RMM

N° 5093

Mlle BRUN

Dossier suivi par :

A.P. N° 91/909
N° 2408 /DIV

ARRETE PREFCTORAL

autorisant la société européenne de
retraitement de catalyseurs (EURECAT) à
exploiter une unité de traitement des
déchets industriels sur la commune de
LA VOULTE SUR RHONE

Le Préfet de l'Ardèche,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux
installations classées pour la protection de l'Environnement ;

VU le décret n°77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour
l'application de la loi susvisée ;

VU la loi du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des
enquêtes publiques et à l'environnement et son décret d'application
n° 85.453 du 25 avril 1985 ;

VU les arrêtés préfectoraux n° 1D/4B-81/13 du 1er avril 1981 ;
n° 1D/4B-82/34 du 1er juillet 1982 ; n° 87/206 du 30 mars 1987 ; n° 89/689
du 18 juillet 1989 autorisant l'ensemble des activités de la société Eurecat
à LA VOULTE SUR RHONE ;

VU la demande en date du 26 Janvier 1990 présentée par
M. François ACKERMANN, directeur des productions de la société Eurecat à
LA VOULTE SUR RHONE, Quai Jean Jaurès, en vue d'être autorisé à étendre son
installation de retraitement des catalyseurs usés en vue d'en extraire les
métaux contenus ;

VU le rapport IS n° 518 du 23 janver 1991 de M. l'Ingénieur
Subdivisionnaire de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

VU les avis des chefs de service et de M. le Commissaire
Enquêteur ;

CONSIDERANT l'avis formulé par le Conseil Départemental
d'Hygiène au cours de sa séance du 7 février 1991 ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture
de l'Ardèche ;

.../...

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La Société Européenne de Retraitemet de Catalyseurs (EURECAT) est autorisée à exploiter son usine située Quai Jean Jaurès, dans l'enceinte de l'ancien établissement RHONE POULENC à LA VOULTE.

ARTICLE 2 : Les activités classées exercées dans l'usine sont les suivantes :

Désignation	Rubrique	Classement
- Traitement de déchets industriels provenant d'installations classées	167 C	AUTORISATION
- Installation de mélange et d'emploi de liquides inflammables (présulfuration des catalyseurs)	261 B	NON CLASSE
- Installations de combustion (gaz naturel) Incinérateur (Pyralox) 2 150 th/h Régénérateurs I, II, III 3 x 2 250 th/h Stripping I 2 400 th/h Stripping II 3 700 th/h Sulficat 1 400 th/h	153 bis A 2°	DECLARATION
- Dépôt de liquides inflammables de 1ère catégorie (50 m ³ + 20 m ³)	253	DECLARATION
- Dépôt de soude (20 m ³)	382	NON CLASSE
- Dépôt d'acide formique (8 m ³)	20	NON CLASSE
- Atelier d'hydrométaallurgie 4 000 t/an		NON CLASSE

Les activités exercées dans cette usine sont :

- le traitement des déchets industriels par incinération de boues contenant des métaux valorisables (cobalt, nickel, argent, molybdène...) 1 500 t par an ;
- le traitement des catalyseurs usés pour en extraire le molybdène sous forme de molybdate de sodium ou le tungstène (4 000 t/an) ;
- le stripping des catalyseurs : extraction et incinération des huiles contenues dans le catalyseur ;
- la régénération des catalyseurs : extraction du soufre et du carbone présent pour le catalyseur usé et incinération ;
- la présulfuration des catalyseurs : traitement des catalyseurs avec un polysulfure pour préparer son activation ;
- la préreduction des catalyseurs : traitement des catalyseurs par réduction avec une solution aqueuse à 5 % d'acide formique.

ARTICLE 3 : L' arrêté préfectoral N° 89/689 du 18 juillet 1989 est abrogé.

ARTICLE 4 : Prescriptions générales applicables à l'ensemble de l'établissement

4.1 : Généralités

4.1.1 : Implantation et exploitation

L'établissement sera installé et exploité conformément à la demande et documents annexés sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

4.1.2

: Modifications

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

4.1.3

: Voies de circulation

Les voies de circulation à l'intérieur de l'établissement seront nettement délimitées et maintenues en constant état de propreté. La vitesse sera limitée à 20 km/h.

4.1.4

: Clôtures

L'établissement sera muni d'une clôture générale.

4.2

: Bruits et vibrations

1 - L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables.

2 - Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement devront répondre aux règlements en vigueur, en particulier aux exigences du décret N° 69.380 du 18 avril 1969 et des textes pris pour son application.

3 - L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc ...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

4 - Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant aux valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles: Point de mesure : limite de propriété

Type de zone

: limite de propriété

Type de zone

: prédominance d'activités industrielles

Niveaux limites admissibles

... *jour* ... 65 dBA

période intermédiaire : 60 dBA

nuits : 55 dB(A)

5 - L'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation. les frais sont supportés par l'exploitant.

6 - L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limit de propriété de l'installatin classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

4.3

: Pollution atmosphérique

4.3.1

: Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz susceptibles d'incommoder le voisinage de manière à la sécurité publique, à la santé, à la production agricole ou à la bonne conservation des monuments ou à la beauté des sites. Il est interdit d'installer des chapeaux ou des dispositifs équivalents au-dessus du débouché à l'atmosphère des cheminées.

4.3.2

: Tous les postes au parties des installations susceptibles d'engendrer des émissions de poussières seront pourvus de moyens de captation et de traitement de ces émissions. Les émissions de poussières doivent être captées et traitées par des dispositifs appropriés.

4.3.3

: Les cheminées doivent être conformes aux dispositions des instructions ministérielles du 24 novembre 1970 et du 13 août 1971. Chaque cheminée devra être équipée des dispositifs permettant d'effectuer des mesures à l'émission en conformité avec la Norme NFX 44 052. Des orifices non conformes pourront être tolérés si l'exploitant démontre qu'ils peuvent cependant respecter les conditions de prélèvements.

4.3.4

: Les rejets atmosphériques de chaque cheminée devront avoir les caractéristiques maximales suivantes à l'émission : Par métaux on entend les produits suivants : Zinc, Baryum, Plomb, Etain, Cuivre, Arsenic, Nickel, Cobalt, Argent, Mercure, Cadmium, Chrome.

Four Pyralox (traitement des déchets) :

• indice de noircissement	:	4			
• poussières	:	50 mg/Nm ³	soit	6	kg/j
• métaux	:	5 mg/Nm ³	soit	0,6	kg/j
• débit	:	5000 Nm ³ /h			
• SO ₂	:	2 g/Nm ³	soit	240	kg/j
• hydrocarbures	:	10 mg/Nm ³	soit	1,2	kg/j
• teneurs en imbrûlés des cendres et des poussières	:	3 % du poids sec.			

Fours de régénération des catalyseurs (Régénération I, II et III)

• indice de noircissement	:	4			
• poussières	:	50 mg/Nm ³	soit	36	kg/j
• métaux	:	5 mg/Nm ³	soit	3,6	kg/j
• débit	:	30000 Nm ³ /h			
• SO ₂	:	1,5 g/Nm ³	soit	1080	kg/j
• hydrocarbures	:	10 mg/Nm ³	soit	10,8	kg/j

Four de stripping I des catalyseurs :

• indice de noircissement	:	4			
• poussières	:	50 mg/Nm ³	soit	18	kg/j
• métaux	:	5 mg/Nm ³	soit	1,8	kg/j
• débit	:	15000 Nm ³ /h			
• SO ₂	:	1,5 g/Nm ³	soit	540	kg/j
• hydrocarbures	:	10 mg/Nm ³	soit	3,6	kg/j

.../...

Four de stripping II des catalyseurs (nouvelle unité)

· indice de noirissement	:	4		
· poussières	:	50	mg/Nm ³	soit 7,32 kg/j
· métaux	:	5	mg/Nm ³	soit 0,73 kg/j
· débit	:	6100	Nm ³ /h	
· SO ₂	:	1,5	g/Nm ³	soit 219 kg/j
· hydrocarbures	:	10	mg/Nm ³	soit 1,45 kg/j

SULFICAT - Pré sulfuration des catalyseurs

· débit	:	3000	Nm ³ /h	
· poussières	:	50	mg/Nm ³	soit 18 kg/j
· métaux	:	5	mg/Nm ³	soit 0,36 kg/j
· mercaptans	:	5	ppm	
· hydrogène sulfure (H ₂ S)	:	5	ppm	
· hydrocarbures	:	10	mg/Nm ³	soit 0,72 kg/j
· SO ₂	:	1,5	mg/Nm ³	soit 108 kg/j

4.3.5

- : Les teneurs en poussières ne devront en aucun cas dépasser la valeur de 600 mg/Nm³. Les périodes ininterrompues pendant lesquelles les teneurs en poussières dépassent les valeurs fixées devront être d'une durée inférieure à 16 h et leur durée cumulée sur une année devra être inférieure à 100 h.

Le volume de gaz émis sera mesuré dans les conditions normales de température et de pression : 0°C, 1 bar, et rapporté à 7 % de dioxyde de carbone, l'eau étant supposée restée sous forme de vapeur.

Les températures des gaz de combustion seront mesurées en permanence en un point représentatif des conditions de combustion.

4.3.6

- : Des contrôles des émissions devront être effectués semestriellement. Ces contrôles devront déterminer les flux et les concentrations des poussières, des métaux, du SO₂, des hydrocarbures et l'indice de noirissement et en plus pour l'unité sulficat les mercaptans et l'hydrogène sulfure.

Les résultats des contrôles seront communiqués à l'inspecteur des installations classées.

Une fois par an les contrôles seront effectués par un organisme agréé.

4.4

Pollution des eaux

4.4.1

Qualité de l'effluent

Les eaux résiduaires seront évacuées conformément aux prescriptions de l'instruction ministérielle du 6 juin 1953 (JO du 20 juin 1953), en particulier :

- le Ph sera compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température de l'effluent rejeté sera inférieure à 30°C ;
- sa couleur ne devra pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur ;
- l'effluent devra être exempt de matières flottantes ;

- l'effluent ne contiendra aucun produit susceptible de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.
- absence de tous déversements de composés cycliques hydroxylés et de leurs dérivés halogénés ;
- absence de tous déversements de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs, de saveurs ou de colorations anormales dans le milieu récepteur, ou capables d'entraîner la destruction du poisson à l'aval du point de déversement ;
- matières en suspension inférieures à 30 mg/l ;
- demande chimique en oxygène inférieure à 120 mg/l ;
- hydrocarbures totaux inférieurs à 10 mg/l ;
- hydrogène sulfure < 10 ppm ;
- mercaptans < 10 ppm.

4.4.2

Contrôle des rejets

Tous les rejets transiteront par le bassin de décantation de 30 m³. Il n'existera qu'un seul point de rejet pour toute l'usine. Le point de rejet devra être aisément accessible aux agents chargés du contrôle, il sera en particulier aménagé de manière à permettre l'exécution de prélèvement d'échantillons de l'effluent, ainsi que la mesure de son débit dans de bonnes conditions. L'exploitant est tenu de faire procéder, à ses frais, au moins une fois par an, par un organisme agréé, au contrôle des rejets conformément à l'article 4.4.1. Les résultats de ces contrôles seront communiqués à l'inspecteur des installations classées.

4.4.3

Pollution accidentelle

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'établissement (rupture de récipient), déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts extérieurs à l'usine ou le milieu naturel.

Les eaux susceptibles d'être polluées accidentellement doivent pouvoir être isolées et récupérées pour un traitement adéquat.

4.4.4.

Eaux de refroidissement

Dans un délai de un an, l'industriel remettra une étude technico-économique à la D.R.I.R.E sur les possibilités d'utiliser en circuit fermé ou semi-fermé les eaux de refroidissement ou d'en réduire leurs débits dans le cas contraire, et ce, dans le cadre de la protection de l'environnement.

4.5

Déchets

Les déchets produits par l'usine seront traités soit par l'exploitant soit par une entreprise spécialisée.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature que ce soit est interdite.

Toutes précautions (fréquences d'enlèvement, aire étanche) seront pris pour que les dépôts de déchets ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage, notamment par des odeurs, ou d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines. Il sera tenu un registre réservé aux enlèvements des déchets, sur lequel devront être mentionnés, par type de déchets :

- la composition du déchet ;
- le poids ou le volume du déchet ;
- le nom de la société de ramassage ;
- la destination du déchet.

Le résidu solide généré lors de la fabrication de la solution concentrée de molybdate de sodium devra être stocké dans une fosse bétonnée étanche. L'étanchéité de cette fosse sera régulièrement contrôlée.

4.6

: Risques d'incendie et d'explosion

4.6.1

: Dispositions générales

a) conception : les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

b) accès : les bâtiments et dépôts seront accessibles facilement par les services de secours, les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

- les voies devront avoir les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 2,50 mètres ;
- rayons intérieurs de giration : 11 mètres ;
- hauteur libre : 3,50 mètres ;
- résistance à la charge : 13 tonnes.

c) matériel électrique : l'installation électrique et le matériel utilisé seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

d) moyens de secours : l'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins :

- d'extincteurs à eau pulvérisée de type 21 A en nombre suffisant ;
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques ;
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55 B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides inflammables ;
- de sable en quantité suffisante avec des pelles pour répandre ce sable sur les fuites et égouttures éventuelles de liquides inflammables.

Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et parfaitement accessibles.

e) exploitation

• vérifications périodiques :

le matériel électrique et les moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques. Il conviendra en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement permanent de tous les organes nécessaires à la mise en œuvre des dispositifs de sécurité ;

• Consignes

des consignes écrites seront établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie. Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel concerné.

• Équipe de sécurité

le responsable de l'établissement veillera à la formation sécurité de son personnel et à la bonne constitution, si besoin, d'équipes d'intervention.

4.6.2

: Zone présentant des risques d'incendie

a) isolement par rapport aux tiers

Les bâtiments seront isolés des constructions voisines par un dispositif coupe feu de degré deux heures constitué :

- soit par un mur plein dépassant la couverture la plus élevée ;
- soit par un espace libre d'au moins 8 mètres.

b) comportement au feu des structures métalliques

Les éléments porteurs de structures métalliques devront être protégés de la chaleur, lorsque leur destruction sera susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou pourra compromettre les conditions d'intervention.

c) dégagements

Les portes s'ouvriront dans le sens de la sortie. Les dégagements devront être répartis de telle façon que ne subsiste, compte tenu des recouvrements intérieurs, aucun cul de sac supérieur à 20 mètres, ni aucun point distant de plus de 40 mètres d'une issue protégée ou donnant sur l'extérieur.

Les locaux particulièrement dangereux ne seront pas implantés en cul de sac.

d) désenfumage

Le désenfumage des locaux devra pouvoir s'effectuer par des ouvertures situées dans le quart supérieur de leur volume. La surface totale des ouvertures ne devra pas être inférieure au 1/200 de la superficie des locaux.

L'ouverture des équipements envisagés devra pouvoir se faire manuellement depuis le niveau du sol (y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique).

e) nouveau bâtiment construit en 1990

1) Désenfumer le nouveau bâtiment par des ouvrants placés en partie haute de la toiture. La surface des ouvertures sera égale au 1/100 de la surface du bâtiment.

2) Isoler la cantine, les vestiaires et sanitaires du bâtiment principal par des cloisons verticales et horizontales coupe-feu de degré 1 heure. Les portes d'intercommunication seront coup-feu de degré 1/2 heure munies de fermes-portes.

3) Baliser les sorties de secours par des blocs autonomes de sécurité du type non permanent placés au-dessus des portes.

.../...

- 4) Installer judicieusement des robinets d'incendie armés. Le choix et le nombre des emplacements devront être déterminés de façon que toute la surface des locaux puisse être efficacement atteinte, et que les jets de deux robinets voisins puissent se rejoindre ; la distance qui sépare ces derniers ne doit donc pas, en principe, excéder 50 m.
- 5) Placer une vanne coupure gaz à l'extérieur sur la conduite alimentant le bâtiment. Cet organe de coupure générale devra être à fermeture rapide du type à de tour ou à poussoir et ne pourra être utile qu'en cas de danger immédiat. Elle sera bien signalée, munie d'une plaque d'identification indélébile et accessible en permanence du niveau du sol.

4.6.3

: Les dispositifs présentant des risques d'explosion

a) délimitation

Dans les installations où sont mis en oeuvre des liquides inflammables l'exploitant délimitera des zones où peuvent apparaître des gaz ou vapeurs combustibles en cours de fonctionnement normal ou anormal de l'installation.

b) matériel électrique

Les prescriptions de l'arrêté du Ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie du 31 mars 1980 (JO du 30 avril 1980 NC) réglementant les installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables aux installations dans lesquelles une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître, notamment en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en oeuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant apparaître au cours des opérations, que ces installations soient visées ou non à la nomenclature des installations classées.

L'exploitant devra fournir à l'inspecteur des installations classées toute justification concernant la sûreté de l'appareillage installé.

Tous les câbles devront être supportés et protégés contre les chocs sur tout leur parcours et raccordés aux appareils conformément soit à l'arrêté d'agrément de ces derniers, soit aux indications données par le certificat d'homologation ou par la norme de construction.

Le matériel électrique devra en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine, un contrôle sera effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défectuosités relevées sur son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.

c) dans ces zones

Les feux nus sont interdits, cependant lorsque des travaux nécessitant la mise en oeuvre de feux nus doivent y être entrepris, ils feront l'objet de consignes écrites particulières.
L'interdiction permanente de fumer devra être affichée dans ces zones.

4.6.4

: Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation

Toutes les parties susceptibles d'emmageriser les charges électriques (éléments de construction, appareillages, conduits, supports, etc ...) seront reliées à une prise de terre conformément aux normes en vigueur, soit directement, soit par le biais de liaisons équipotentielles.

Un contrôle identique à celui prévu au paragraphe 4.6.3 b sur le matériel électrique sera effectué sur les liaisons avec la terre.

4.7

: Contrôles et analyses divers

4.7.1

: L'inspecteur des installations classées pourra demander que des contrôles des analyses et des prélèvements soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces études seront supportés par l'exploitant.

Il pourra également demander la mise en place aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

4.7.2

: Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés pendant cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

4.8

: Accidents ou incidents

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19-juillet 1976, doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier quoi que ce soit dans l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné l'autorisation et, s'il y a lieu, après l'accord de l'autorité judiciaire.

4.9

: Code du Travail

Les installations de l'établissement seront réalisées et exploitées conformément aux prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel.

ARTICLE 5 : 167 C - Traitement des déchets industriels

L'instruction technique du 21 mars 1983 relative à l'incinération de déchets industriels s'applique à la société EURECAT.

5.1

: L'implantation des installations sera conçue de manière à minimiser son impact au plan esthétique et à contribuer à prévenir les pollutions et les nuisances.

5.2

: Capacité de traitement

Les installations sont autorisées pour une capacité maximale de traitement journalier de 12 tonnes de déchets composés de boues contenant des métaux valorisables (cobalt, nickel, argent...) et de 4 000 t par an de catalyseurs usagés non régénérables pour en extraire les métaux (coblalt, molybdène).

5.3

: Stockages

Tous les stockages doivent être pourvus de dispositifs étanches de rétention des écoulements dont la capacité sera supérieure à 50 % du volume total stocké.

Les cuvettes de rétention devront être correctement entretenues et débarrassées, en tant que de besoin des écoulements et eaux pluviales.

La quantité de déchets stockés en fûts et en attente de traitement ne pourra excéder 20 fois la capacité journalière de traitement. Toutes dispositions seront prises pour qu'un fût ne séjourne en stock plus de 90 jours. Cependant pour les catalyseurs usés les dispositions précédentes ne s'appliquent pas.

L'empilement des fûts sera limité à 3 hauteurs si les fûts sont palettisés et en bon état et à 2 hauteurs dans tous les autres cas. La stabilité mécanique des stockages devra être assurée.

Les dépôts seront conçus de façon à permettre l'accès facile aux divers récipients et la libre circulation entre les piles des fûts.

L'industriel débarrassera l'aire de stockage de tout contenant percé dès sa détection.

Les chargements et déchargements se feront sur une aire étanche et en rétention.

Les fûts vides seront nettoyés correctement avant réutilisation ou destruction.

5.4

Conditions de traitement

Les déchets à traiter devront être soumis à une combinaison de facteurs physico-chimiques garantissant l'efficacité du traitement.

L'exploitant prendra toute mesure afin qu'une indisponibilité d'une source d'approvisionnement en énergie ne crée pas d'émissions polluantes supplémentaires.

L'installation sera conçue de manière à pouvoir faire l'objet d'un arrêt d'urgence, notamment en cas de panne du dispositif d'épuration des fumées, sans émission supplémentaire dans l'environnement.

L'installation sera munie d'un détecteur de flamme ou de tout autre dispositif de sécurité permettant de déceler une quelconque anomalie de fonctionnement dont le signal fera l'objet de l'exploitation appropriée.

Le démantèlement fera l'objet de prescriptions spécifiques portant notamment sur l'évacuation des matières souillées et le réaménagement du site.

L'exploitant devra remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

5.5

Nature des déchets

Les déchets traités par l'installation sont des boues contenant des métaux valorisables (cobalt, nickel, argent, molybdène ...) et les catalyseurs usagés non régénérables.

5.6

Caractéristiques des déchets

Les déchets feront l'objet d'un contrôle préalable à leur acceptation par l'exploitant et sous sa responsabilité.

Les résultats de ces contrôles seront archivés. L'exploitant transmettra trimestriellement à l'inspecteur des installations classées un récapitulatif qui mentionnera :

- la date de réception ;
- la nature et les caractéristiques du déchet ;
- la quantité (en poids) ;
- le mode de traitement ;
- la raison sociale du transporteur ;
- la ou les origines.

L'exploitant devra être en mesure, en cas de besoin, sur la demande de l'inspecteur des installations classées, de préciser l'origine exacte du déchet.

5.7

Déchets produits

Les déchets résultant de l'activité même de l'installation et qui ne pourront être traités sur place seront envoyés dans les établissements autorisés au titre de la loi du 19 juillet 1976.

Un compte rendu en sera adressé à l'inspecteur des installations classées.

.../...

ARTICLE 6 : 261 B - Installation de mélange et d'emploi de liquides inflammables
(Présulfuration des catalyseurs)

- 6.1 : Les éléments de construction de l'atelier présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :
- parois coupe feu de degré 2 heures ;
- couverture incombustible ou plancher haut coupe feu de degré 2 heures.
- Les portes donnant vers l'intérieur seront coupe feu de degré une demi heure, celles donnant vers l'extérieur seront pare-flammes de degré une demi heure. Elles seront à fermeture automatique et s'ouvriront vers l'extérieur.
- 6.2 : L'atelier sera au rez-de-chaussée ; il ne sera surmonté d'aucun étage occupé par des tiers ou habité. Il ne commandera ni un escalier ni un dégagement quelconque.
- 6.3 : Le sol de l'atelier sera imperméable, incombustible et disposé de façon à constituer une cuvette de retenue telle que les égouttures ou, en cas d'accident, les liquides contenus dans les récipients ou les appareils ne puissent s'écouler au dehors.
- 6.4 : L'atelier sera largement ventilé et de telle façon que le voisinage ne soit pas incommodé par des émanations.
- 6.5 : Les récipients dans lesquels sont employés les liquides inflammables seront clos aussi complètement que possible. Les récipients contenant des liquides inflammables devront porter en caractères très lisibles la dénomination de leur contenu.
- 6.6 : On ne conservera dans l'atelier que la quantité de liquides inflammables strictement nécessaire pour le travail de la journée.
- 6.7 : Le chauffage de l'atelier ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C. Tout autre procédé de chauffage pourra être admis dans chaque cas particulier s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.
- Le local abritant la chaudière sera construit en matériaux incombustibles et coupe feu de degré 2 heures. Il sera sans communication directe avec l'atelier de présulfuration.
- 6.8 : S'il y a chauffage des liquides utilisés, ce chauffage sera obtenu par circulation d'eau chaude ou de vapeur d'eau à basse pression ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes de sécurité.
- 6.9 : Il est interdit de pénétrer dans l'atelier avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans le local et sur les portes d'entrée, avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.
- 6.10 : Les opérations de broyage, malaxage, centrifugation et autres, de même nature, en présence de liquides inflammables, s'effectueront dans des appareils clos. Ces appareils, ainsi que les canalisations servant éventuellement à leur alimentation seront reliés à la terre.

- 6.11 : L'emploi d'air ou d'oxygène comprimés pour effectuer le transvasement ou la circulation des liquides est rigoureusement interdit.
- 6.12 : Il est interdit de se laver les mains avec un liquide inflammable.
- 6.13 : Il est interdit d'écouler les liquides inflammables à l'égout. Le branchement à l'égout devra être muni d'un dispositif séparateur susceptible de retenir toute fraction de liquide inflammable, non miscible à l'eau.
- Cet appareil sera fréquemment visité. Il sera toujours entretenu en bon état de fonctionnement. Les liquides inflammables seront récupérés et recyclés dans la fabrication.
- 6.14 : Exploitation et entretien de l'atelier
- L'exploitation et l'entretien de l'atelier devront être assurés par un préposé responsable. Une consigne écrite devra indiquer les modalités d'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident et la façon de prévenir le préposé responsable. Cette consigne devra être affichée, en permanence, et de façon apparente.

ARTICLE 7 : 153 bis - Installations de combustion (incinérateur, régénérateur et stripping des catalyseurs - SULFICAT)

La construction et les dimensions des foyers devront être prévus en fonction de la puissance calorifique nécessaire et du régime de marche prévisible de façon à rendre possible une conduite rationnelle de la combustion et réduire au minimum les dégagements de gaz, poussières ou vésicules indésirables.

Les combustibles à employer devront correspondre aux caractéristiques préconisées par les constructeurs des installations.

La conduite de la combustion devra être effectuée et contrôlée de façon à éviter toutes évacuations de gaz ou de poussières et de vésicules susceptibles de créer un danger ou une incommodité pour le voisinage.

Les installations de combustion seront entretenues régulièrement et soigneusement.

Ces opérations porteront sur les foyers, les chambres de combustion et l'ensemble des conduits d'évacuation des gaz de combustion et sur les appareils de filtration et d'épuration.

Les prescriptions de l'arrêté interministériel du 5 juillet 1977 (JO du 12.7.77) relatif aux visites et examens périodiques sont applicables à ces installations.

ARTICLE 8 : 253 - Dépôt de liquide inflammable (white spirit)

- 8.1 : L'accès au dépôt sera convenablement interdit à toute personne étrangère à son exploitation.

8.2

: Si le dépôt est en plein air et s'il se trouve à moins de 6 mètres de bâtiments occupés ou habitées par des tiers, ou d'un emplacement renfermant des matières combustibles, il en sera séparé par un mur en matériaux incombustibles coupe feu de degré 2 heures, d'une hauteur minimale de 2 mètres. Si des bâtiments voisins touchent le mur, le dépôt sera surmonté d'un auvent incombustible et pare flammes de degré 1 heure, sur une largeur de 3 mètres en projection horizontale à partir du mur séparatif.

8.3

: Les réservoirs seront associés à une cuvette de rétention étanche et maintenue propre. La capacité de la cuvette sera égale à 100 % de la capacité du plus grand réservoir.

Si les parois de la cuvette de rétention sont constituées par des murs, ceux-ci devront présenter une stabilité au feu de degré 4 heures, résister à la poussée des produits éventuellement répandus et ne pas dépasser 3 mètres de hauteur par rapport au niveau du sol extérieur.

Les réservoirs seront fermés et porteront en caractères lisibles la dénomination du liquide renfermé.

Ils seront incombustibles, étanches et construits suivant les règles de l'art et devront présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels.

8.4

:

8.4.1

: Les réservoirs fixes métalliques devront être construits en acier soudable. Ils peuvent être de différents types, généralement cylindriques à axe horizontal ou vertical.

1 - S'ils sont à axe horizontal, ils devront être conformes à la norme NF M.88 512 et, sauf impossibilité matérielle due au site, être construits en atelier.

2 - S'ils sont à axe vertical et construits sur chantier, ils devront être calculés en tenant compte des conditions suivantes :

a) leur résistance mécanique devra être suffisante pour supporter :

- * le remplissage à l'eau et les surpression et dépression définies au 8.4.2 ;
- * le poids propre du toit ;
- * les effets du vent et la surcharge due à la neige, en conformité avec les règles NV du ministère de l'équipement ;
- * les mouvements éventuels du sol

b) le taux de travail des enveloppes métalliques, calculé en supposant le réservoir rempli d'un liquide de densité égale à 1, devra être au plus égal à 50 p 100 de la résistance-à la traction.

Les réservoirs visés aux 1° et 2° ci-dessus devront être conçus et fabriqués de telle sorte qu'en cas de surpression accidentelle il ne se produise de déchirure au-dessous du niveau normal d'utilisation.

8.4.2

: Les réservoirs visés au 8.4.1 devront subir, sous le contrôle d'un service compétent, un essai de résistance et d'étanchéité comprenant les opérations suivantes :

a) Premier essai :

- * remplissage d'eau jusqu'à une hauteur dépassant de 0,10 mètre la hauteur maximale d'utilisation ;
- * obturation des orifices ;
- * application d'une surpression de 5 millibars par ajout de la quantité d'eau nécessaire pour obtenir une surpression.

b) Deuxième essai :

- * mise à l'air libre de l'atmosphère du réservoir ;
- * vidange partielle jusqu'à une hauteur d'environ 1 mètre (cette hauteur devant être d'autant plus faible que la capacité du réservoir est elle-même faible) ;
- * obturation des orifices ;
- * application d'une dépression de 2,5 millibars par vidange de la quantité d'eau nécessaire pour obtenir cette dépression.

8.5

Equipements des réservoirs

8.5.1

: Les réservoirs devront être maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent se déplacer sous l'effet du vent, des eaux et des trépidations.

Le matériel d'équipement des réservoirs devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.

Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre les réservoirs et les robinets ou clapets d'arrêt isolant ces réservoirs des appareils d'utilisation.

Les vannes de piétement devront être en acier ou en fonte spéciale présentant les mêmes garanties d'absence de fragilité.

Les canalisations devront être métalliques, être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

8.5.2

: Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu.

Ce dispositif ne devra pas, par sa construction et son utilisation, produire une déformation ou une perforation de la paroi du réservoir.

En dehors des opérations de jaugeage, l'orifice permettant un jaugeage direct devra être fermé par un tampon hermétique. Le jaugeage sera interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Il appartiendra à l'utilisateur de contrôler, avant chaque remplissage du réservoir, que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à livrer sans risque de débordement.

8.5.3

: Les réservoirs devront être équipés d'une ou plusieurs canalisations de remplissage dont chaque orifice comportera un raccord fixe d'un modèle conforme aux normes spécifiques éditées par l'Association Française de Normalisation, correspondant à l'un de ceux équipant les tuyaux flexibles de raccordement de l'engin de transport.

En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage devra être fermé par un obturateur étanche.

Sur la canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice, devront être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir et la nature du produit.

8.5.4

: Les réservoirs devront être équipés d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des canalisations de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne, ni obturateur.

Ces tubes devront être fixés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal du liquide emmagasiné, avoir une direction ascendante et comporter un minimum de coudes.

Ces orifices devront déboucher à l'air libre en un lieu et à une hauteur tels qu'ils soient visibles depuis le point de livraison. Ils devront être protégés de la pluie et ne présenter aucun risque et aucun inconvénient pour le voisinage.

8.6

: Toutes installations électriques autres que celles nécessaires à l'exploitation du dépôt sont interdites.

Les installations électriques du dépôt devront être réalisées avec du matériel normalisé qui pourra être de type ordinaire, mais installé conformément aux règles de l'art.

Est notamment interdite l'utilisation de lampes suspendues à bout de fil conducteur.

Si des lampes dites "baladeuses" sont utilisées dans le dépôt, elles devront être conformes à la norme NF C.61710.

Le matériel électrique utilisé à l'intérieur des réservoirs et de leurs cuvettes de rétention devra être de sûreté et un poste de commande au moins devra être prévu hors de la cuvette.

8.7

: Installations annexes

Si un réservoir est destiné à alimenter une installation (chaufferie, moteur, atelier d'emploi), il devra être placé en contrebas des appareils d'utilisation, sauf si l'installation comporte un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage.

Une notice détaillée et un certificat d'efficacité de ce dispositif, fournis par l'installateur, devront être conservés avec les documents relatifs à l'installation et tenus à disposition du service chargé du contrôle des installations classées.

Il devra exister un dispositif d'arrêt d'écoulement vers les appareils d'utilisation, monté sur la canalisation d'alimentation, placé en dehors des locaux contenant les équipements précités, manoeuvrable manuellement indépendamment de tout autre asservissement.

Une pancarte très visible devra indiquer le mode d'utilisation de ce dispositif en cas d'accident.

8.8

: Pollution des eaux

Les aires de remplissage et de soutirage devront être conçues et aménagées de telle sorte qu'à la suite d'un incident les liquides répandus ne puissent se propager ou polluer les eaux.

Les eaux chargées d'hydrocarbures ne devront, en aucun cas, être rejetées sans au moins une décantation et une séparation préalables.

Les liquides inflammables répandus dans la cuvette de rétention seront récupérés.

8.9

: Exploitation et entretien du dépôt

L'exploitation et l'entretien du dépôt devront être assurés par un préposé responsable. Une consigne écrite devra indiquer les modalités de l'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident et la façon de prévenir le préposé responsable.

Cette consigne devra être affichée, en permanence et de façon apparente à proximité du dépôt.

La protection des réservoirs, accessoires et canalisations contre la corrosion externe devra être assurée en permanence.

ARTICLE 9 : 382 - Dépôt de soude

Les matériaux utilisés pour la construction du réservoir devront être résistants à l'action chimique du liquide emmagasiné.

Le réservoir doit pouvoir être visité facilement pour détecter tout suintement, fissuration ou corrosion éventuels des parois.

L'alimentation et la vidange du réservoir se feront au moyen de canalisations en matériaux résistant à l'action chimique du produit. Le bon état des canalisations sera vérifié fréquemment. Tout siphonnage du réservoir doit être impossible. Toute canalisation de vidange doit être munie de deux robinets minimum. Toute possibilité de débordement du réservoir en cours de remplissage devra être évitée par un dispositif approprié.

La communication du réservoir avec l'atmosphère pourra se faire par des dispositifs susceptibles d'empêcher l'entrée de la vapeur d'eau atmosphérique.

Le réservoir peut être placé en plein air ou dans un local très largement aéré.

Il sera installé dans une cuvette de rétention étanche.

.../...

Le réservoir portera en caractère apparent l'indication du liquide contenu.

Le personnel sera formé pour la manipulation du produit et disposera de matériel adapté (lunettes, gants...).

ARTICLE 10 : Dépôt d'acide formique

- 10.1 : Les matériaux utilisés à la construction des réservoirs devront présenter une résistance mécanique et une épaisseur suffisantes pour supporter les forces de pression hydrostatique sur le fond et les parois latérales, les surcharges occasionnelles sur le couvercle, s'il s'agit de réservoirs fermés, et résister efficacement aux corrosions consécutives à l'action des agents atmosphériques.
- 10.2 : Ces matériaux devront être soit résistants à l'action chimique du liquide emmagasiné, soit revêtus, sur la surface en contact avec le liquide, d'une garniture inattaquable, tant par l'acide concentré que par l'acide dilué.

Les lavages pouvant précéder les vérifications périodiques prévues par la condition 10.4 ci-après ne devront pas provoquer d'attaque sensible de ces matériaux susceptible d'être accompagnée de dégagement d'un gaz (hydrogène arséné, par exemple).

- 10.3 : Les réservoirs pourront reposer, soit sur un massif, soit sur une charpente.

Dans tous les cas, l'installation devra permettre d'accéder facilement autour des bacs pour déceler les suintements, fissurations, corrosions éventuelles des parois latérales.

Dans le cas où le fond du réservoir ne repose pas sur un socle par la totalité de sa surface, l'installation devra être telle qu'on puisse examiner les parties de ce fond laissées apparentes.

- 10.4 : On devra procéder périodiquement à l'examen extérieur des parois latérales, et éventuellement, du fond des réservoirs. Ces examens seront effectués chaque année sans que l'intervalle séparant deux inspections puisse excéder douze mois.

Si aucune objection technique ne s'y oppose, on procédera également à l'examen intérieur de l'état du réservoir (endoscope, descente d'ouvriers), sans qu'il soit nécessaire de vider préalablement le réservoir. Les précautions utiles (ventilation, contrôle de l'absence de gaz toxiques, équipement du personnel qualifié pour ces contrôles, vêtements spéciaux, masques efficaces) seront prises pour éviter tout accident pendant ces vérifications.

Si ces examens révèlent un suintement, une fissuration ou une corrosion d'aspect anormal, on devra procéder à la vidange complète du réservoir, après avoir pris des précautions nécessaires, afin d'en déceler les causes et y remédier.

On devra, de même, vérifier le bon état des charpentes métalliques supportant des réservoirs et s'assurer qu'aucune corrosion grave provenant de fuites du liquide stocké ne s'est produite.

La date des vérifications effectuées et leurs résultats seront consignés sur un registre spécial.

10.5

- : La vidange en service normal se fera, soit par un robinet placé à la partie inférieure du réservoir et muni d'un tampon de sécurité guidé à l'intérieur du réservoir, soit par siphonnage avec dispositif à poste fixe permettant l'amorçage facile du siphon qui sera muni à son extrémité d'un robinet d'arrêt facile à manœuvrer.

De plus, dans le premier cas, un dispositif devra permettre de manœuvrer à distance le tampon de sécurité. Dans le second, un dispositif antisiphon, commandé à distance, se trouvera sur la canalisation pour être utilisé en cas d'accident ou d'incident au robinet d'arrêt pendant les opérations de vidange. Le bon fonctionnement de ces dispositifs devra être vérifié au moins une fois par semaine.

10.6

- : L'alimentation du réservoir se fera au moyen de canalisations en matériaux résistant à l'action chimique du liquide ; le bon état de ces canalisations sera vérifié fréquemment.

10.7

- : Toute possibilité de débordement de réservoir en cours de remplissage devra être évitée soit par un dispositif de trop-plein assurant de façon visible l'écoulement du liquide dans les réservoirs annexes, soit par un dispositif commandant simultanément l'arrêt de l'alimentation et le fonctionnement d'un avertisseur à la fois sonore et lumineux.

10.8

- : La communication du réservoir avec l'atmosphère extérieure pourra se faire par des dispositions susceptibles d'empêcher l'entrée de la vapeur d'eau atmosphérique ; dans tous les cas, les évents, les trous de respiration, et en général, tous mécanismes pour évacuer l'air du réservoir au moment du remplissage ou pour faire pénétrer l'air au moment de la vidange, auront un débit suffisant pour qu'il n'en résulte jamais de surpressions ou de dépressions anormales à l'intérieur. ,

10.9

- : Le réservoir pourra être installé en surélévation par rapport au sol ambiant ; celle-ci devra, au maximum, correspondre au gabarit de la société nationale des chemins de fer français augmenté de 0,50 mètres, pour qu'un wagon-citerne puisse être rempli par gravitation. Des dérogations spéciales pour dépasser cette hauteur pourront être demandées pour chaque cas d'espèce à l'inspection des installations classées.

10.10

- : Si les réservoirs sont installés en surélévation, ils seront placés sur des bâts ou supports construits suivant les règles de l'art et offrant toutes garanties de résistance mécanique. Ils seront maintenus à l'abri de toutes corrosions.

10.11

- : Toutes dispositions devront être prises pour qu'en aucun cas le heurt d'un véhicule ne puisse nuire à la solidité de l'ensemble. En conséquence, les voies de circulation seront disposées de telle sorte qu'un intervalle largement suffisant avec bornes de protection surélevées d'au moins 50 centimètres existe entre le soutènement des réservoirs et les véhicules.

10.12

: Les réservoirs seront placés en plein air ou dans un local très largement aéré ; ils seront installés dans un endroit tel qu'en aucun cas le liquide ne puisse s'écouler hors de l'enceinte de l'usine. En conséquence, sous chaque réservoir ou groupe de réservoirs devra être aménagée une aire suffisamment étanche présentant une dénivellation ou une orientation telle qu'en cas de fuite ou de rupture d'un réservoir le liquide soit dirigé vers une cuvette de retenue étanche où son accumulation ne présente aucun risque. Cette disposition servira également à rassembler les égouttures éventuelles et les eaux de lavage.

10.13

: Les réservoirs seront reliés à un bon sol humide par une connexion métallique à large section dont la résistance électrique n'excédera pas 100. ohms et ne présentera pas de effet appréciable.

10.14

: Les réservoirs porteront en caractères apparents l'indication de leur contenu.

10.15

: Une réserve de vêtements de protection (sabots ou chaussures spéciales, tabliers, gants, lunettes, etc.) sera prévue à proximité des réservoirs pour que le personnel puisse intervenir rapidement en cas d'accident de manutention. Le personnel sera initié et entraîné au maniement et au port de ce matériel de protection. Des masques efficaces pour arrêter les vapeurs acides en cas de fuites de liquide seront prévus pour le personnel.

10.16

: Toutes dispositions seront prises pour ne pas émettre des vapeurs acides susceptibles de gêner le voisinage ou de nuire à la végétation ou à la bonne conservation des monuments.

ARTICLE 11: En application de la circulaire du 22 juillet 1983 du Ministère de l'Environnement, une commission locale d'information sera mise en place sous la présidence de Monsieur le Préfet ou de son représentant. Cette commission aura pour but de traiter dans un climat de confiance les plaintes. Elle comprendra les élus locaux, les représentants des associations de défense de l'environnement, les représentants de l'exploitant et les administrations concernées.

ARTICLE 12 : Dispositions administratives

12.1

: Le bénéficiaire se conformera aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées.

En outre, l'Administration se réserve le droit de prescrire en tout temps, toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions énoncées au présent arrêté qui seraient reconnues nécessaires dans l'intérêt de la salubrité publique ou pour diminuer les inconvénients résultant du voisinage de cette installation et ce sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à un dédommagement quelconque.

12.2

: En aucun cas, la présente autorisation peut être considérée comme valant permis de construire.

12.3

: Les droits des tiers sont formellement réservés.

12.4

: Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de LA VOUTE et mise à la disposition de toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et transmis à la Préfecture de l'Ardèche, 1ère Direction, 4ème Bureau, Environnement.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis au public sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

12.5 - Le permissionnaire devra toujours être en possession de son arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition de M. l'Inspecteur des installations classées aux visites duquel il devra soumettre son établissement.

12.6 - Délais et voies de recours (article 14 de la loi n° 76.663 du 19/7/1976)

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur et l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 13 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Ardèche, M. le Maire de LA VOUTIE, M. l'Ingénieur Subdivisionnaire des Mines, Inspecteur des Installations Classées, M. le Directeur Départemental de l'Equipement, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental des Services Incendie et Secours, M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à PRIVAS, le 13 mars 1991

POUR LE PRÉFET,
Le Secrétaire Général

rigue. Pierre JOBARD

Pour Ampliation

POUR LE PRÉFET,

Le Secrétaire Général

BB
B. BURAT

